



ATTA KENARE / AFP via Getty Images

## La situation exaspérante de la guerre en Iran

- Stephen Flurry
- [19/08/2026](#)

En février, les États-Unis et Israël ont frappé l'Iran avec ce que les responsables ont qualifié de force chirurgicale dévastatrice. En juin, Washington revenait déjà à la charge avec un protocole d'accord : un accord de paix. Cet accord a expiré cette semaine. Rien ne l'a remplacé.

**C'est une bonne occasion** de prendre du recul et de reconnaître que les choses ne se sont pas déroulées comme le président Trump l'avait annoncé.

- Le protocole d'accord, nous avait-on dit, était « un accord très solide » dont toutes les parties concernées étaient « très satisfaites ». Négocier un arrangement plus permanent ne poserait aucun problème, a-t-il déclaré : « Si cela n'est pas fait dans les 60 jours, ce n'est pas grave, nous reprenons les bombardements. »

**Soixante jours se sont écoulés**, dont 15 ou 20 ont été consacrés à se tirer dessus plutôt qu'à un cessez-le-feu. Aucun accord n'a été conclu, et les États-Unis ne semblent pas « reprendre les bombardements ».

Voici comment le propre commandant militaire de l'Iran, le général de brigade Mohammed Reza Naqdi, a décrit la guerre, non pas à ses propres médias d'État, mais à *PBS News Hour* la semaine dernière :

Plus cette guerre dure, plus nous acquérons d'expérience. Nous n'avons jamais vu de véritable guerre pour acquérir une véritable expérience et apprendre à combattre les États-Unis. [...] Nous avons également constaté que l'armée américaine est plus faible que ce que nous pensions.

**Le président Trump a déclaré aux Américains** que l'Iran *se rendrait sans condition*. Au lieu de cela, six mois plus tard, ce sont les Américains qui font des concessions, prolongent les délais et encaissent les insultes à la télévision.

- Pendant ce temps, les menaces de « reprendre les bombardements » restent sans suite, et de nouvelles menaces sont proférées pour bombarder Oman, considéré comme un allié, s'il fait obstacle à un accord que personne ne peut définir, et encore moins mettre en œuvre et faire respecter.

**Quelque chose ne va vraiment pas dans cette situation.** Une nation dotée de l'armée la plus puissante de l'histoire de l'humanité ne peut pas remporter de victoire sur un État terroriste radical qui compte un tiers de sa population, dispose d'un cinquantième de son budget militaire et produit environ 1/100e de son PIB.

- Un jour, le président semble féroce et implacable ; le lendemain, il appelle au dialogue, et le monde est laissé à lui-même pour tenter de suivre cette rhétorique, ou simplement attendre de voir ce qui se passera réellement.

**Ce qui s'est réellement passé** jusqu'à présent, c'est ceci : le régime iranien radical, oppressif et terroriste a non seulement survécu aux attaques politiques, économiques et militaires directes et continues des États-Unis et d'Israël, mais il est devenu plus agressif.

**Herbert W. Armstrong avait averti** il y a plusieurs décennies que les États-Unis avaient « gagné leur dernière guerre », non pas parce qu'ils manquaient d'armes ou de richesse, mais parce qu'ils manquaient de *volonté*.

- Chaque conflit depuis la Seconde Guerre mondiale s'est résolu de la même manière : un déploiement de moyens considérables, suivi d'une paix gâchée. Les dirigeants iraniens connaissent ce schéma. C'est précisément la raison pour laquelle ils s'en moquent ouvertement, devant les caméras, sans crainte.

**Dieu a averti** les anciens Israélites et leurs descendants (les Américains, les Juifs et les Britanniques modernes) qu'ils allaient dépenser leur force en vain :

« L'Éternel te fera battre devant tes ennemis ; tu sortiras contre eux par un seul chemin, et tu t'enfuiras devant eux par sept chemins. »  
– Deutéronome 28 : 25

**Les États-Unis ont perdu leur crainte de Dieu** et découvrent maintenant, échéance manquée après échéance manquée, qu'ils ont perdu leur pouvoir d'obliger même leurs pires ennemis à les craindre. Les discussions se poursuivront. Les railleries se poursuivront. Et à moins que quelque chose de bien plus fondamental que les stocks de missiles et les stratégies de négociation ne change, les défaites elles aussi se poursuivront.

**Le Japon, le Royaume-Uni et la Chine se désengagent de la dette américaine** : Les principaux détenteurs étrangers de la dette du Trésor américain ont réduit leurs avoirs en juin. Le Japon, premier détenteur étranger, a réduit sa position de 2,3 pour cent, passant de 1 140 milliards de dollars à 1 120 milliards de dollars, tandis que le Royaume-Uni a réduit ses avoirs de 1 pour cent, passant de 948,6 milliards de dollars à 939,9 milliards de dollars. La Chine a réduit ses avoirs de 659,3 milliards de dollars à 633,4 milliards de dollars, leur niveau le plus bas depuis 2008. La Chine a réduit ses avoirs en dette américaine de plus de 13 pour cent au cours de l'année écoulée. Si les investisseurs étrangers continuent de perdre leur appétit pour les bons du Trésor américain, le gouvernement fédéral, déjà lourdement endetté, devra faire face à des coûts d'emprunt plus élevés et, plus important encore, plus de pays cesseront d'utiliser le dollar comme monnaie de réserve, ce qui entraînera une chute vertigineuse de sa valeur.

**Des hauts responsables de la police britannique arrêtés pour corruption** : Le président de la Police Federation of England and Wales ainsi que trois autres membres de haut rang ont été arrêtés le 18 août pour fraude. S'ils sont reconnus coupables, ils deviendront un symbole fort de l'érosion du Royaume-Uni de l'intérieur. Il y a quelques mois, Mukund Krishna, le directeur général de la fédération, a été arrêté puis congédié en raison d'allégations de corruption. Il était une fois le « bobby » anglais, qui incarnait la quintessence de l'application de la loi, incorruptible et juste. Ce scandale, ajouté à l'arrestation d'Henry Nowak, aux arrestations pour des messages inoffensifs sur les réseaux sociaux, au fait de détourner le regard sur la criminalité des migrants, à Rotherham et à d'autres injustices flagrantes de la police, révèle que les dirigeants de la police britannique sont corrompus.

**Un ancien conseiller de Fauci admet avoir caché des dossiers sur la COVID** : Le 18 août, le Dr David Morens, ancien conseiller principal du Dr Anthony Fauci, a plaidé coupable de conspiration en vue de contourner les lois fédérales sur l'accès aux documents publics. M. Morens a utilisé des comptes de messagerie personnels plutôt que les systèmes gouvernementaux pour éviter les demandes au titre du Freedom of Information Act concernant les subventions de recherche sur le coronavirus liées au Dr Fauci et les discussions sur l'origine du COVID-19. Pendant ce temps, le Dr Fauci a dirigé les efforts du gouvernement pour placer les citoyens américains sous un confinement sans précédent. L'accusation de délit grave est passible d'une peine maximale de cinq ans de prison : un juge de district des États-Unis prononcera la sentence de M. Morens le 12 novembre à Greenbelt, dans le Maryland. Le Dr Fauci n'a pas été inculpé dans cette affaire ni dans aucune autre, car il bénéficie d'une grâce préventive générale signée par Joe Biden, mais le plaidoyer donne aux Américains un nouvel aperçu de ce que les responsables gouvernementaux faisaient pour cacher la vérité sur le COVID-19 et pour imposer des confinements sans précédent, généralisés et mortels, ainsi que des injections de masse.